

# Questions internationales

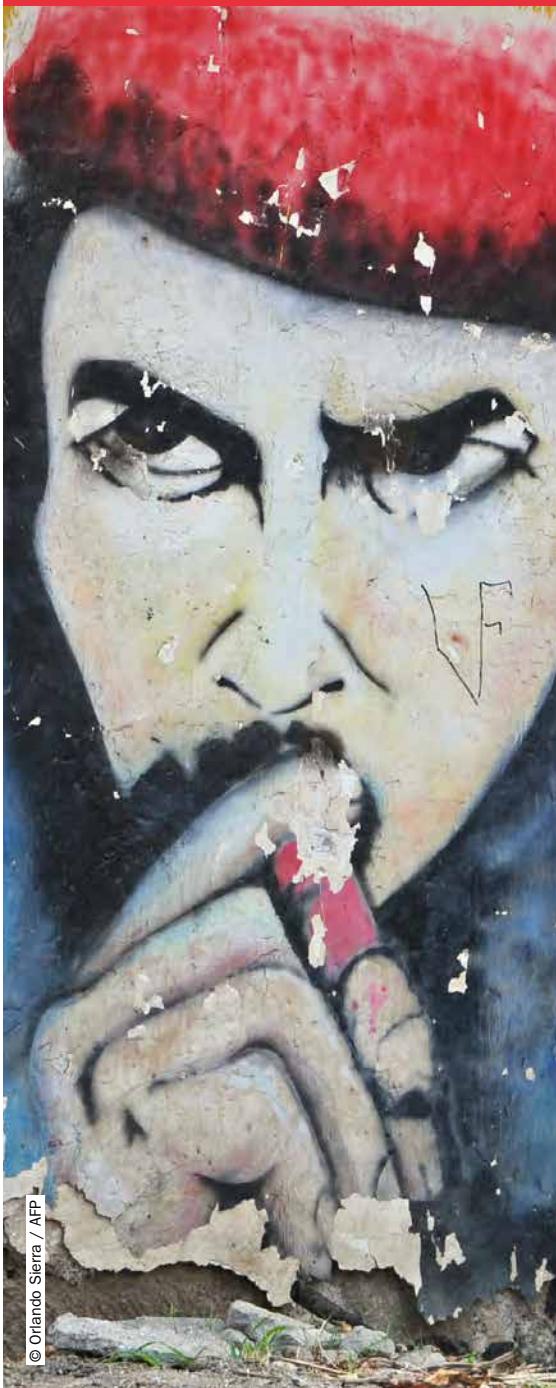
Les enjeux du Pacte vert pour l'Europe  
Entre Chine et Amérique : l'Asie orientale  
L'Asie centrale au cœur des convoitises  
Identité et valeurs japonaises au cinéma

# Amérique latine



# N° 112 SOMMAIRE

## DOSSIER...



## Amérique latine

- 4 Ouverture –  
L'Amérique latine,  
un continent mosaïque**

*Sabine Jansen*

- 13 Les démocraties  
d'Amérique latine  
face au péril autoritaire**

*Franck Gaudichaud  
et Thomas Posado*

- 21 Les économies  
latino-américaines :  
parcours communs,  
situations contrastées**

*Mylène Gaulard*

- 34 Les inégalités en Amérique  
latine : un legs de l'histoire,  
un défi pour le xxie siècle**

*Olivier Compagnon*

- 42 Amérique latine :  
vers une nouvelle  
« décennie perdue » ?**

*Entretien avec Antoine Joly*

## Regards sur le MONDE

- 53 L'Amérique latine et la Caraïbe : un espace stratégique incertain entre Atlantique et Pacifique**  
*Kevin Parthenay*

- 66 Les États-Unis en Amérique latine : omniprésence ou repli ?**  
*Isabelle Vagnoux*

- 72 La présidence de Jair Bolsonaro au Brésil : de l'impéritie à l'impopularité**  
*Armelle Enders*

- 84 Le Mexique entre deux Amériques**  
*Alain Musset*

**Et les contributions de**  
Loup Besmond de Senneville (p. 91),  
Delphine Couveïnhes-Matsumoto (p. 79),  
Franck Gaudichaud  
et Thomas Posado (p. 31)  
et Kevin Parthenay (p. 62)

- 102 L'Asie orientale tiraillée entre la Chine et les États-Unis, ou l'art de ne pas choisir**  
*François Raillon*

- 111 L'influence des puissances étrangères en Asie centrale sur fond de crise afghane**  
*Michaël Levystone*

## Les questions internationales à L'ÉCRAN

- 118 La légende des quarante-sept ronins : un marqueur identitaire incertain du Japon**  
*Philippe Postel*

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

**125 et 126**

## Questions EUROPÉENNES

- 94 La mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe à l'horizon 2050 : ambitions et contraintes**  
*Jacques Percebois*

# Amérique latine : vers une nouvelle « décennie perdue » ?

## ► *Entretien avec...*

Antoine Joly \*

\* Antoine Joly

est diplomate, ancien ambassadeur de France au Nicaragua (2011-2015), puis au Suriname, au Guyana et auprès de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) (2017-2021)<sup>1</sup>.

**Questions internationales – Quel bilan économique peut-on dresser de la pandémie de Covid-19 en Amérique latine ?**

**Antoine Joly** – La crise de la Covid-19 continue de frapper durement le sous-continent sud-américain. C'est sans doute la région du monde qui a le plus souffert de la pandémie, qu'il s'agisse du nombre de cas positifs ou de celui des décès rapportés à la population. La maladie a en outre frappé une économie convalescente avec ses faiblesses structurelles bien connues – crise financière chronique, manque d'investissements et insuffisance des ressources budgétaires.

Le constat est particulièrement vrai pour les pays moteurs, comme le Brésil et le Mexique, qui sont entrés en récession à la fin de l'année 2021. Le résultat a été une augmentation brutale de la pauvreté et des inégalités, ainsi qu'un basculement encore plus grand vers l'économie informelle. Les comptes publics se sont fortement dégradés et les capacités d'emprunt et leurs coûts sont loin de ce qu'obtiennent les pays européens. Déjà, on parle d'une nouvelle « décennie perdue »<sup>2</sup>.

Heureusement, quelques signaux ne sont pas au rouge. La reprise mondiale devrait

avoir une incidence, en particulier sur le prix des matières premières qui sont des éléments cruciaux de l'économie de rente qui caractérise de nombreux pays d'Amérique latine. L'Équateur, qui avait par exemple durement souffert de la baisse des cours du pétrole, devrait bénéficier de l'actuel retournement des cours du baril. C'est aussi le cas du Brésil, dont le président Jair Bolsonaro a en outre fait le choix de protéger le plus possible l'économie au détriment de la santé globale de sa population.

**QI – Après une année 2021 ponctuée par de nombreuses élections législatives et présidentielles, comment caractériser l'évolution politique du sous-continent ?**

**AJ** – Sur le plan politique, l'Amérique latine est incontestablement à un tournant. La victoire des « progressistes » en Argentine, au Pérou, au Chili et, bien sûr, au Mexique, sans parler de la Bolivie, a changé la donne politique. Et il n'est pas exclu qu'en 2022 le Brésil, où Jair Bolsonaro est en difficulté, et la Colombie où la réélection d'Ivan Duque (au pouvoir depuis 2018) n'est absolument pas acquise, viennent accentuer ce phénomène.

L'Amérique latine est coutumière de ces mouvements de balancier entre conserva-

<sup>1</sup> Les vues exprimées dans cet entretien sont strictement personnelles et ne sauraient être considérées comme une position officielle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

<sup>2</sup> L'expression avait été utilisée dans les années 1980 pour désigner la récession économique qui s'était abattue sur l'essentiel de la région, exacerbant partout les difficultés économiques et les tensions sociales.



Le Mexique a connu une crise migratoire sans précédent en 2021. Des centaines de milliers de migrants ont traversé le pays cherchant pour la plupart à gagner les États-Unis. Originaires d'Haïti et d'Amérique centrale, ils sont 131 000 à avoir sollicité l'asile au Mexique en 2021.

teurs et progressistes. Mais il se pourrait que l'on assiste cette fois-ci à un mouvement plus profond, certes marqué par la désillusion des électeurs passant d'un camp à l'autre, mais avec désormais une gauche qui arrive au pouvoir en pleine crise économique, qui devra donc composer avec les réalités, d'autant que, dans certains pays, la majorité au parlement n'est pas de la même couleur politique que celle du président, comme au Chili.

Déjà, on perçoit un certain réalisme, notamment économique, dans les discours des leaders de gauche. Ces circonstances politiques, largement issues de la crise économique même si le mouvement s'était enclenché avant la pandémie, pourraient favoriser la reprise d'une intégration régionale, longtemps prise en otage par la bipolarisation de la vie politique en Amérique latine. Les nouveaux gouvernements sont confrontés à un défi majeur qu'ils ne relèveront que s'ils savent éviter les confrontations inutiles.

Le constat est d'ailleurs autant valable en politique intérieure qu'en politique extérieure. L'attitude des pays latino-américains à l'égard du Nicaragua de Daniel Ortega constituera, à ce titre, un test intéressant. Déjà, Gabriel Boric, nouvellement élu président du Chili, a pris ses distances, de même que le Mexique. La position de l'Argentine n'est pas aussi claire.

Sur le plan diplomatique, il y a fort à parier que les principaux pays de la région éviteront une confrontation avec les États-Unis, tant pour des raisons économiques et politiques que parce que les États-Unis de Joe Biden sont eux aussi prêts à travailler avec les nouveaux régimes progressistes. À condition, bien sûr, que les intérêts américains soient préservés et que ces gouvernements se rangent délibérément dans le camp des démocraties où l'alternance, dont ils ont bénéficié, est garantie.

Les États-Unis se rendent compte, un peu tard, que ces mouvements de balancier stériles ont surtout profité à la Chine et qu'ils ne peuvent plus se permettre de lâcher l'Amérique latine, même si elle penche à gauche. Le rapprochement politique et économique emprunte une voie étroite, faite de nuances et de recherches de consensus, mais il n'est pas impossible. Il

conditionne en tout cas la reprise de l'intégration économique régionale. Et on perçoit dans les prises de position des uns et des autres que c'est le pragmatisme plutôt que l'idéologie qui pourrait enfin s'imposer.

**QI – Vous avez été ambassadeur au Nicaragua, comment analysez-vous la récente réélection de Daniel Ortega, au pouvoir depuis 2007 ?**

**AJ** – La victoire de Daniel Ortega en novembre 2021 est tout sauf une surprise. Elle était écrite d'avance tant le maintien au pouvoir tourne à l'obsession chez D. Ortega et son épouse, Rosario Murillo, la vice-présidente. Depuis sa défaite électorale en 1991, qu'il avait dû accepter, D. Ortega s'était juré de reprendre coûte que coûte le pouvoir. Sa détermination explique son pacte avec le conservateur corrompu Arnaldo Alemán pour changer la Constitution et lui permettre d'être élu avec moins de 50 % des votants, sa cogestion économique du pays avec le patronat depuis qu'il est revenu au pouvoir en 2007, un conseil suprême électoral aux ordres, un système de quadrillage de la société par les comités de quartier, la division de l'opposition, mais aussi, il faut le reconnaître, l'adoption de politiques sociales, certes d'assistance, mais qui lui ont permis de compter sur une base de fidèles partisans.

C'est dire si les événements de 2018<sup>3</sup> ont fait peur au couple présidentiel, confronté à une jeunesse qu'il ne maîtrisait plus et à la perspective d'une nouvelle défaite face à la candidature de la fille de l'ancienne présidente Violeta Chamorro (1991-1997). Le régime est alors sorti de sa zone de confort et a franchi la ligne rouge en imposant une reprise en main sanglante puis en mettant en prison tous les candidats potentiels à l'élection. Même pour le patronat, il était difficile d'accepter une telle cruauté.

Et qui a pu croire à un complot ourdi par la CIA et les États-Unis comme s'en est défendu le couple Ortega-Murillo ? Certes,

<sup>3</sup> Une vague de contestation sans précédent contre D. Ortega a éclaté au Nicaragua en avril 2018. Ce mouvement déclenché par une réforme des retraites, rapidement abandonnée par les autorités, s'est transformé en un mouvement général de rejet du chef de l'État, accusé de confisquer le pouvoir et de brider les libertés dans le pays.



© Cesar Perez / Nicaraguan Presidency / AFP

les États-Unis seraient heureux de la chute d'Ortega mais le Nicaragua est loin de constituer une priorité de la politique étrangère américaine. Le pays n'est pas au cœur d'enjeux économiques majeurs et il reste relativement épargné par les trafics de drogue vers le Nord. En outre, les opposants les plus virulents sont d'anciens compagnons d'armes de la révolution de 1979<sup>4</sup>, qui ont été choqués par les accords passés par D. Ortega avec la droite pour revenir au pouvoir après la défaite de 1991. Ils ne sont donc pas spécialement proches des États-Unis. D'ailleurs, en avril 2018, le Nicaragua ne reconnaissait toujours pas la Chine populaire et entretenait des relations diplomatiques avec Taïwan. On pouvait rêver mieux de la part d'Ortega en matière d'anti-américanisme.

La Russie, quant à elle, utilise le Nicaragua comme un irritant dans la sphère d'influence

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega et son épouse, Rosario Murillo, la vice-présidente, en novembre 2021, lors d'une allocution télévisée à Managua.

des États-Unis, par exemple en négociant des facilités d'approvisionnement pour ses navires militaires. Mais Moscou n'a pas véritablement les moyens d'une politique ambitieuse au Nicaragua sur lequel il peut pourtant compter pour défendre ses positions diplomatiques.

Les événements de 2018 et l'élection totalement biaisée de 2021 ont toutefois peu à peu changé la donne. D. Ortega se trouve désormais très isolé, ne pouvant compter que sur le soutien inconditionnel du Venezuela et de Cuba. C'est la raison pour laquelle il a décidé de changer radicalement sa position à l'égard de la Chine et de reconnaître en décembre 2021 une seule Chine avec Pékin comme capitale. Les jugements d'une justice expéditive à huis clos sans droits de la défense, condamnant en février 2022 des ex-guérilleros comme Dora Maria Tellez à 15 ans de prison, s'expliquent sans doute aussi par ce sentiment nouveau d'impunité conforté par l'inféodation à la Chine populaire.

<sup>4</sup> L'affrontement entre la dictature des Somoza et l'opposition, menée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), avait vu la victoire de cette dernière en 1979, au terme de violents combats.

**QI – La corruption et la criminalité minent la plupart des pays d'Amérique latine : quels en sont d'après vous les ressorts profonds et peut-on y remédier ?**

**AJ** – La corruption est malheureusement dans la nature humaine, et si vous n'avez pas des systèmes judiciaires robustes, indépendants et courageux, il sera toujours difficile de lutter contre ce fléau. Le combat contre la corruption passe donc par un renforcement de l'État de droit, un soutien à la justice et au système carcéral.

Heureusement existe aussi le verdict des urnes, avec un électoral sud-américain de plus en plus excédé par la corruption de sa classe politique. Les résultats de plusieurs élections récentes s'expliquent notamment par ce phénomène, plus encore que par l'adhésion à une quelconque idéologie. L'instabilité, le développement des mafias autour de la drogue contribuent également à la corruption et à la criminalité exacerbée dans certains pays, comme dans le triangle nord de l'Amérique centrale.

La criminalité est aussi le résultat de la faiblesse des forces de l'ordre qui n'ont jamais vraiment été réformées et qui sont les dignes héritières de régimes totalitaires de droite ou de gauche au pouvoir durant de longues décennies. C'est l'une des raisons expliquant les résultats obtenus par le Nicaragua en matière de sécurité au tournant des années 2000 jusqu'à récemment, avec une police formée après la révolution en faisant table rase de la garde nationale de la dictature des Somoza. Hélas, depuis, cette police est devenue le bras répressif du régime de D. Ortega.

Dernier facteur explicatif, les inégalités si criantes dans ce sous-continent aboutissent à des tensions, notamment quand coexistent une richesse honteuse et une pauvreté inacceptable. C'est le cas en particulier avec l'urbanisation accélérée qu'ont connue Rio de Janeiro et Fortaleza au Brésil, ou encore d'autres métropoles d'Amérique latine dans lesquelles la criminalité a explosé.

**QI – L'Amérique latine est une terre de conquête pour toutes sortes de mouvements religieux**

**depuis les années 1990 : quels sont les plus dynamiques et quelle est aujourd'hui leur place dans les sociétés latino-américaines ?**

**AJ** – Depuis toujours, en Amérique latine, la religion a été au cœur de la politique. Pour le meilleur comme pour le pire.

La religion catholique a longtemps été dominante et, à l'image de l'évolution politique du sous-continent, elle a oscillé entre conservatisme et progressisme. Avec le déclin de la théologie de la libération<sup>5</sup> voulu par Jean-Paul II, le catholicisme a laissé la place à d'autres religions conquérantes, qui ont joué sur le registre de l'émotion et une pratique plus joyeuse du culte dans un monde toujours plus dur.

C'est là sans doute qu'il faut chercher l'explication au succès des Églises évangéliques dont l'expansion a réduit l'influence de la religion catholique. On évoque désormais l'influence que jouent ces nouvelles églises dans les élections : au Brésil, le président Jair Bolsonaro et son épouse ont largement investi ce mouvement sur lequel ils s'appuient ; au Costa Rica, le candidat du parti évangélique a fait une percée remarquée lors de l'élection présidentielle de 2018, même s'il n'a pas remporté le second tour.

Reste que les mouvements évangéliques constituent surtout pour l'instant des réservoirs de voix et qu'ils accompagnent dans la sphère religieuse le populisme politique, sans pour autant être le véritable moteur d'une alternance. Les évangéliques, sur le plan des grands débats sociaux, comme la légalisation du mariage homosexuel ou celle de l'avortement, demeurent profondément conservateurs.

**QI – Dans les années 2000, le Brésil s'est imposé comme le porte-parole des pays du Sud et un acteur international de poids : est-ce toujours le cas ?**

**AJ** – Il est certain que la taille du Brésil, sa position au sein des grands émergents, ceux

<sup>5</sup> La théologie de la libération a connu un certain succès dans les années 1960-1970 en Amérique latine. Cherchant à concilier promotion de la justice sociale et spiritualité chrétienne, ses partisans, souvent liés à la mouvance de la gauche politique, sont néanmoins demeurés minoritaires au sein du catholicisme latino-américain.



© STR / AFP

que l'on appelait les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), le mouvement altermondialiste des sommets de Porto Alegre ou de Belém au début des années 2000, l'aura personnelle du président Lula lors de son élection en 2002 et ses politiques sociales comme le programme *Fome Zero* (Faim zéro) visant à éradiquer l'extrême pauvreté, ont un temps contribué à donner au Brésil une position charnière parmi les pays en développement. Son brassage de population et la volonté de Lula de développer la coopération Sud-Sud, en particulier avec l'Afrique, lui ont donné une dimension singulière.

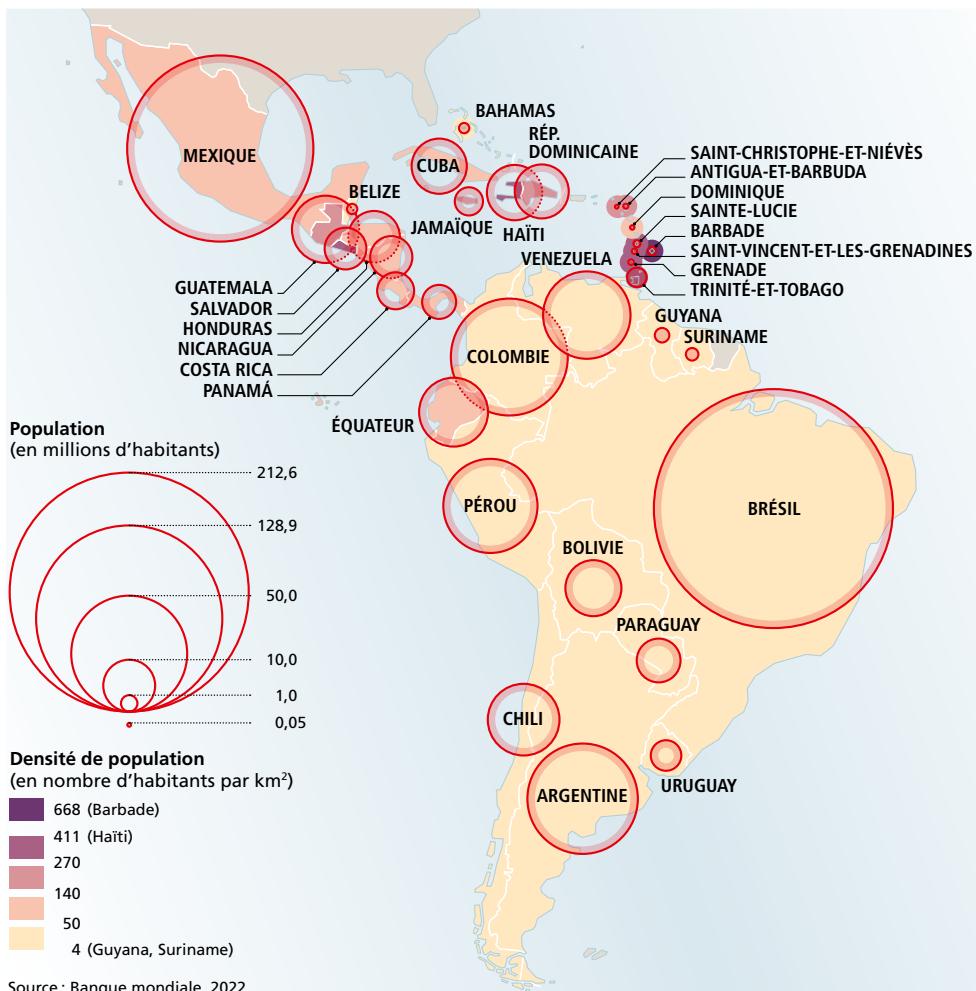
Le Brésil avait alors en outre réussi, lors des conférences internationales sur l'environnement, à apparaître comme un facilitateur, en construisant des ponts au bénéfice des pays en développement. La lutte contre la déforestation, les engagements environnementaux de Lula ont donné une place de choix au Brésil dans ce qui constitue aujourd'hui l'une des scènes majeures de la vie internationale. Enfin, le Brésil de Lula avait donné la priorité à la coopération régionale

L'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernández (deuxième depuis la gauche), lors de son arrestation le 15 février 2022 à Tegucigalpa (capitale du Honduras). Il fait l'objet d'une demande d'extradition des États-Unis qui l'accusent d'avoir participé à l'exportation vers leur territoire de 500 tonnes de cocaïne durant ses huit ans de mandat.

et à une politique d'intégration économique avec son environnement immédiat, des orientations qui avaient fait du Brésil le leader de la construction régionale en Amérique latine, suivie par les groupes privés industriels du pays.

Évidemment, c'est peu dire que la politique étrangère de Jair Bolsonaro s'est éloignée de ces priorités que défendait précédemment le Brésil, grâce en particulier à son outil diplomatique réputé, l'Itamaraty (le ministère des Relations extérieures). L'alignement sur les États-Unis et sur les outrances de Donald Trump, l'abandon de la politique d'intégration régionale, le désintérêt pour l'Afrique, la baisse d'influence du groupe des BRICS, la remise en question des politiques de protection de l'environnement ont réduit à néant le travail précédemment mené par le Brésil du Parti des travailleurs (PT), alors que Dilma Rousseff

## La population des pays d'Amérique latine (2021)



Réalisation : Cyrille Suss Cartographe. © Dila, Paris, 2022

(2011-2016) n'avait elle-même déjà pas été à la hauteur de l'ambition diplomatique de Lula. L'Itamaraty a perdu le monopole de la diplomatie brésilienne au profit d'autres ministères et de nouveaux acteurs brésiliens ont dû reprendre le flambeau comme le Forum des gouverneurs de l'Amazonie légale<sup>6</sup> sur le plan environnemental ou les acteurs de l'agro-industrie dans la relation avec la Chine par exemple.

Ce changement ne signifie néanmoins pas que le Brésil aurait perdu toute influence

en Amérique latine. Par son poids économique, sa taille, sa position au cœur du sous-continent, il reste un partenaire incontournable. Cela s'est vérifié lorsque la France a voulu contourner le Brésil de J. Bolsonaro pour évoquer l'Amazonie. Même les plus fidèles alliés de Paris dans la région l'ont mis en garde contre une condamnation de la politique forestière du Brésil. Il faut dire que tous les pays latino-américains partagent les mêmes difficultés : comment concilier le développement économique, qui passe souvent par la déforestation, et la protection de l'environnement ? L'ambiguïté n'est pas seulement perceptible au Brésil mais dans nombreux pays amazoniens.

<sup>6</sup> Crée en 2008, le Forum des gouverneurs de l'Amazonie légale est composé des neuf gouverneurs des États amazoniens du Brésil.

### **QI – Peut-on dire que la Chine a remplacé les États-Unis comme puissance dominante en Amérique latine ?**

**AJ** – Ce serait aller trop loin. D'abord, la Chine n'a pas de politique d'affichage démesurée en Amérique latine. Son action est largement souterraine, fondée sur le commerce, les investissements, lesquels ne donnent pas de bénéfices géopolitiques visibles. Pékin s'inscrit également dans le registre de la « soft diplomatie » : invitation en Chine des dirigeants nationaux ou régionaux, d'étudiants avec des bourses d'apprentissage de la langue... Cette stratégie diffuse a sans doute endormi la vigilance des États-Unis qui n'ont pas pris garde à l'influence indirecte croissante de la Chine en Amérique latine.

La crise de la Covid-19 devrait sans doute accentuer cette dépendance, compte tenu de la dette (dons et prêts) qui sert de levier au gouvernement de Pékin. En Équateur, elle a par exemple conduit à une extension des droits de pêche aux navires chinois. Même le Brésil de J. Bolsonaro ne peut échapper aux conséquences de sa dépendance économique croissante à l'égard de la Chine, premier acheteur de son soja. Car ce qui intéresse la Chine n'est pas tant un bénéfice politique que l'accès aux matières premières qui regorgent en Amérique latine et dont elle a tant besoin.

Pékin n'en travaille pas moins à améliorer son image sur la scène régionale. La politique de distribution de vaccins en constitue la meilleure illustration récente : alors que la Chine avait au début de la pandémie été partout montrée du doigt comme le pays d'origine du virus, elle a par la suite totalement retourné l'opinion sud-américaine avec sa généreuse diplomatie du vaccin. Le sort sanitaire de pays pourtant si proches des États-Unis, comme le Brésil ou la Colombie, dépend dorénavant bien davantage des vaccins chinois que des vaccins américains.

Les Américains ne se sont pas éclipsés du sous-continent pour autant. En Amérique latine cohabitent à la fois une détestation des États-Unis, du fait de leurs ingérences passées dans tant de pays, et une fascination à leur égard. Pour de nombreux États, le géant du Nord reste, il est

vrai, un partenaire de premier plan. Tel est particulièrement le cas pour le Mexique, qui dispose d'une frontière commune et dont l'économie est étroitement imbriquée avec celle des États-Unis. Le président Andrés Manuel López Obrador (dit AMLO) se garde d'ailleurs bien de se mettre à dos un si puissant voisin.

Les États-Unis demeurent aussi le pays de prédilection des migrations en provenance d'Amérique latine et un eldorado dont proviennent une grosse partie des *remesas*, ces transferts d'argent dont on connaît l'importance dans les économies sud et centre-américaines.

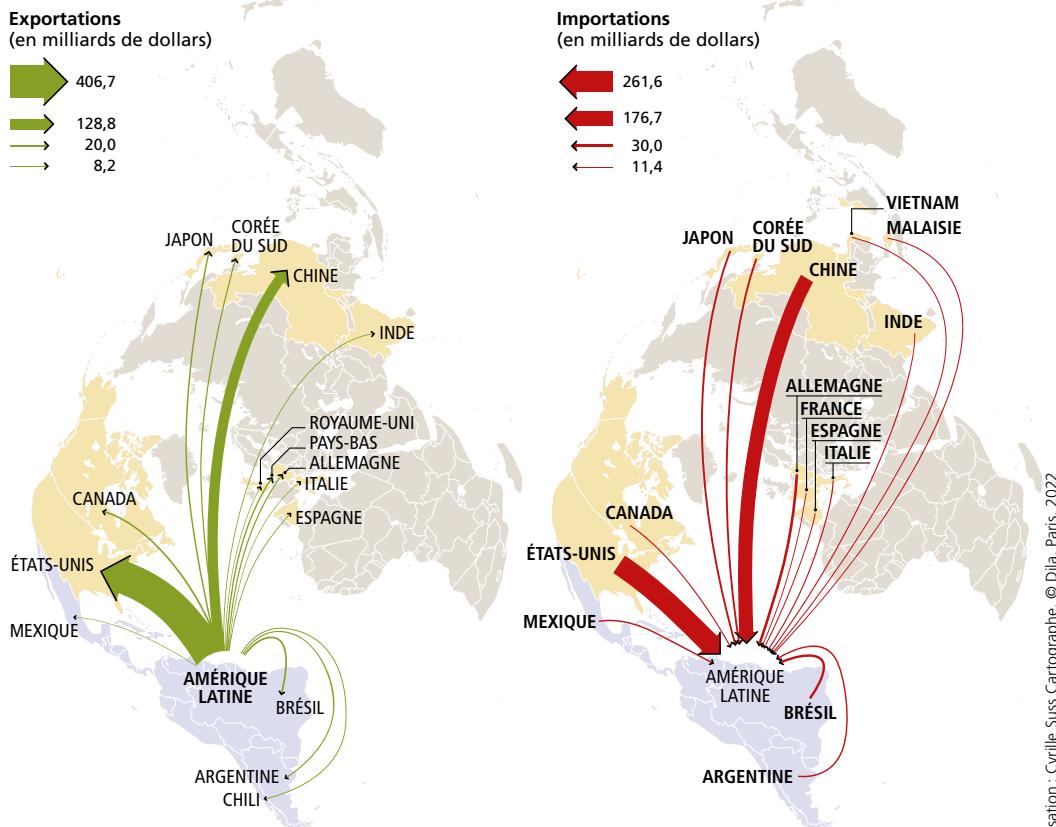
### **QI – À ce propos, quel bilan peut-on dresser des mouvements migratoires d'ampleur qui ont marqué le sous-continent ces dernières années ?**

**AJ** – L'Amérique latine possède une longue tradition de tolérance en matière de migration. Sa population, elle-même issue très majoritairement des migrations, est devenue durant les dernières décennies une terre de départ essentiellement vers le Nord. L'ampleur de la crise vénézuélienne a néanmoins plongé le sous-continent dans une crise migratoire totalement nouvelle. Six millions de Vénézuéliens ont en effet quitté leur pays dans les années 2010 et la grande majorité d'entre eux est restée en Amérique du Sud.

Cette tradition d'accueil, la législation de la plupart des pays assez libérale en matière de mobilité, la pratique dans la plupart des pays d'une même langue ont en définitive permis d'absorber cette crise sans précédent dans des conditions relativement sereines. Loin, en tout cas, de la crispation européenne sur le sujet, avec des chiffres pourtant beaucoup plus élevés en Amérique du Sud. Certes il y a eu ici ou là, au Pérou ou au Chili, des réticences et des barrières. Mais, globalement, les pays d'accueil ont octroyé aux réfugiés un statut leur permettant de s'intégrer. Ainsi, la Colombie, pays le plus concerné par l'accueil des migrants vénézuéliens, parie à terme sur les bénéfices économiques de cet afflux de population.

Quant à la problématique de la migration du Sud vers le Nord du continent, elle a continué à prospérer avec la volonté affirmée

## Les principaux échanges commerciaux de marchandises de l'Amérique latine (2020)



des Nord-Américains de construire des coopérations destinées à freiner le mouvement migratoire, soit *via* la contrainte sous l'ère Trump, soit *via* la coopération pour le développement avec l'administration Biden.

La question migratoire devrait rester l'un des piliers du dialogue entre les États-Unis et l'Amérique latine. Le président mexicain López Obrador l'a bien compris, conscient du fait qu'il devra transiger avec son voisin s'il ne veut pas remettre en cause l'intégration économique déjà si forte entre son pays et les États-Unis.

Certes, la pandémie de la Covid-19 a en 2020 et 2021 fortement réduit les flux de populations. Mais au fur et à mesure que l'Amérique latine sort de la crise sanitaire, de

nouvelles tensions ressurgissent, comme récemment concernant les migrations en provenance d'Haïti, *via* le Panama ou le Suriname.

### **QI – De quels atouts disposent, selon vous, la France et l'Europe en Amérique latine ?**

**AJ** – En raison du sentiment partagé par de nombreux pays d'Amérique latine que leur diplomatie doit s'insérer dans un multilatéralisme favorisant l'équilibre des influences, l'Union européenne a incontestablement une carte à jouer en Amérique latine. Elle pourrait prétendre au rang de « troisième référence », après les États-Unis et la Chine. Pour ce faire, elle dispose d'atouts importants grâce à sa proximité culturelle et historique avec le sous-continent. L'Union européenne est déjà la première



puissance présente en termes de programmes de coopération en Amérique latine.

Pourtant, l'impression qui prédomine est surtout que l'Europe n'existe pas en tant que puissance politique : la coopération européenne, qui cible pourtant les sujets prioritaires de l'Amérique latine comme le renforcement de l'État de droit, est souvent trop complexe et trop lente dans sa mise en œuvre. Surtout, elle n'est pas portée et valorisée sur le plan politique. L'Espagne, avec son agence de coopération, est peut-être le pays qui s'en sort le mieux pour donner une traduction politique à cette coopération.

Dans ce contexte, la France cherche elle aussi à s'appuyer sur la coopération européenne, là où l'Agence française de développement (AFD) est présente et peut obtenir délégation des crédits européens. Paris dispose de nombreux atouts, avec notamment un réseau culturel dense

L'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva (à gauche), la vice-présidente, Cristina Fernández de Kirchner, et le président de l'Argentine, Alberto Fernández, lors de la célébration des trente-huit ans du retour de la démocratie en Argentine, à Buenos Aires, le 10 décembre 2021.

(écoles, instituts, alliances...). Hélas, l'Amérique latine ne figure pas dans les priorités gouvernementales françaises depuis longtemps, en dépit de quelques initiatives limitées. Les voyages présidentiels ou ministériels y sont peu nombreux et l'élection de Jair Bolsonaro a distendu la relation avec le Brésil.

L'intérêt français pour le sous-continent est en outre difficile à mobiliser. En témoigne par exemple l'indifférence qui entoure la mise en place d'un régime népotiste et cruel au Nicaragua. Dans un silence médiatique quasi complet y ont été tués des étudiants porteurs d'une culture qui est pourtant très proche de la nôtre ou des militants environnementaux qui avaient la volonté de sauver l'une des dernières réserves naturelles du pays.

## **QI – Les territoires français d'outre-mer en Amérique du Sud et dans la Caraïbe constituent-ils un atout pour la diplomatie française dans la région ?**

**AJ** – Tel est le discours officiel : nos territoires d'outre-mer seraient une chance et une porte d'entrée en Amérique latine et dans la Caraïbe. La réalité est toutefois beaucoup plus contrastée. Le quai d'Orsay, en laissant largement la main au ministère des Outre-mer pour l'intégration régionale de ces territoires, s'est en partie désintéressé d'une diplomatie de proximité, tandis que l'Outre-mer se focalise surtout sur les questions de sécurité.

Les élus locaux, quant à eux, légitimes pour porter une ambition régionale, considèrent à raison qu'ils n'en ont pas la compétence constitutionnelle s'agissant de relations avec d'autres États, sauf à demander expressément et à chaque fois l'autorisation à Paris.

Surtout, la présence de territoires français en Amérique du Sud et dans la Caraïbe donne malgré tout à notre pays dans la région l'image d'une nation dont les horloges restent réglées au siècle précédent. Si la Communauté des Caraïbes (CARICOM) est si frileuse à accepter les Antilles et la Guyane comme membres associés, c'est en grande partie parce qu'elle a l'impression qu'elle ferait entrer Paris dans cette enceinte plutôt que Cayenne, Fort-de-France ou Pointe-à-Pitre.

L'exemple de l'Amazonie est également flagrant. La France n'est pas membre de l'Organisation du traité de coopération amazonienne<sup>7</sup> alors que son territoire en recouvre une partie avec la Guyane. De même n'a-t-elle pas lancé sur le bouclier des Guyanes une stratégie de coopération forestière pourtant à sa portée diplomatique et financière. L'exemplarité d'une stratégie regroupant les trois Guyanes sur le plateau des Guyanes aurait pourtant rendu davantage crédible l'intérêt de la France pour l'Amazonie.

Il en va de même pour les vaccins contre la Covid-19. Alors que la France partage avec le Suriname, au-delà d'une frontière de 500 kilomètres, toute une population qui tout comme le virus ne connaît pas la frontière, elle a été incapable de déterminer et d'appliquer une vaccination commune. Si bien que le Suriname a fait appel à la Chine, aux États-Unis et aux Pays-Bas plutôt qu'à son voisin français. Si, depuis des années, on évoque l'atout diplomatique que représentent pour la France ses territoires d'outre-mer en Amérique du Sud et dans la Caraïbe, les résultats concrets demeurent donc bien loin du compte. ■

---

<sup>7</sup> En 1978, les gouvernements de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, du Guyana, du Pérou, du Suriname et du Venezuela ont signé le Traité de coopération amazonienne destiné à sauvegarder et à protéger l'Amazonie. Crée en 1995, l'Organisation du traité de coopération amazonienne assure sa mise en œuvre.